

ABCD de l'égalité : le gouvernement cherche une issue

L'expérimentation, jugée encourageante par les enseignants, a soulevé d'intenses polémiques

Les ABCD de l'égalité surviendront-ils à la rentrée ? A un mois de la fin de l'année scolaire, les paris sont ouverts sur l'avenir de ce dispositif destiné à lutter contre le sexisme et les stéréotypes sexuels. Publiquement, Benoît Hamon et son cabinet ont multiplié les assurances, répétant que l'égalité entre filles et garçons est considérée comme « essentielle », « non négociable » et que « cela s'apprend »...

En aparté, on ne cache plus, Rue de Grenelle, que le dossier est « miné » par une année de polémique sur l'enseignement d'une prétendue « théorie du genre », qui ont entraîné une série de « journées de retrait de l'école ». Au point que Matignon et l'Élysée auraient requis un moyen de « sortir par le haut » de la controverse, un peu sur le mode de l'« assouplissement » consenti pour parachever la réforme des rythmes scolaires.

Difficile d'ignorer que la circulaire de rentrée publiée le 20 mai ne mentionne pas expressément l'outil pédagogique expérimenté depuis l'automne dans 275 écoles volontaires. Mais comment lâcher du lest sur cette expérimentation sans donner l'impression de reculer sur un principe, l'égalité entre les sexes, marqueur essentiel d'une politique de gauche ?

Dans le monde enseignant, visé ces derniers mois par les rumeurs les plus folles propagées par divers réseaux militants, il se murmure que les ABCD de l'égalité pourraient être rebaptisés. Que l'expérimentation débutée dans dix académies pourrait être prolongée, ce qui ne remettrait pas en cause – ou pas totalement – l'engagement d'une « généralisation progressive » pris, en son temps, par Vincent Peillon. On évoque aussi une inscription du sujet, de façon plus lisible,

ble, dans les programmes en train d'être repeignés...

« Pour trancher, Benoît Hamon attend la remise du rapport d'évaluation des ABCD », assure-t-on au ministère, en promettant une

réponse « d'ici à la fin juin ». Pendant ce temps, les opposants occupent le terrain : la Manif pour tous prévoit d'organiser son décryptage du dispositif les 11 et 12 juin.

« Les ABCD resteront une référence, celle de l'étape expérimentale, mais on n'est pas attaché à la "marque" en tant que telle, ajoute-t-on dans l'entourage de la ministre des droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem, elle aussi à l'initiative de cet outil. On s'apprête à passer à une deuxième phase, celle de la formation des enseignants et de la valorisation de l'égalité fille-garçon au sein des programmes. »

C'est ce que veulent croire nombre d'enseignants, qui ont été en première ligne dans la mise en œuvre des ABCD. « Faire machine

A Evreux comme à Vénissieux, où le dispositif a été testé, on regrette des temps de formation jugés insuffisants

arrière ? Ce serait une grosse déception », concède Nathalie, directrice d'une école primaire dans l'Eure – l'une des trois du département à avoir pris part à l'expérimentation. « On n'est pas allé au bout des objectifs qu'on s'était fixés en matière d'orientation, de réflexion avec les élèves sur les métiers, ajoute-t-elle. Et ce travail est urgent dans un quartier où les filles n'ont, souvent, pas d'autre horizon que le mariage à l'issue de la scolarité obligatoire. »

En janvier, quand les échanges de SMS inquiets entre mères de la communauté musulmane sont allés bon train dans son quartier, l'équipe de Nathalie a su « retrouver le chemin du dialogue avec les parents ». « Cela nous a redonné de la cohésion, de la motivation, dit-elle. Mais pour que la contestation ne reprenne pas, il faut que le sujet soit réinscrit au programme ! Autrement, vue la virulence des "anti", il ne faudra pas s'étonner que des col-

lègues rechignent à s'en emparer. »

Dans une autre école ZEP, à Vénissieux (Rhône), on espère bien, aussi, garder le cap. « On a mis en place en maternelle une exposition sur les choix de jeux et de jouets qui a bien marché côté parents, explique son directeur, Bernard Bagaggia, du syndicat SNUipp-FSU. En élémentaire, des élèves ont travaillé sur des saynètes, des courts-métrages sur le sexisme. »

Ici aussi, l'impact des journées de retrait de l'école a été limité grâce au travail de déminage fait par l'équipe. « Quand des mamans voilées sont venues nous demander

des explications sur un livre lu avec les plus grands [Je ne suis pas une fille à papa, l'histoire de Lucie, 7 ans, qui a deux mamans], elles ont très bien compris qu'on peut parler d'homosexualité sans être des militants de la cause homosexuelle... Les parents comprennent, donc les enseignants doivent tenir bon ! »

A Evreux comme à Vénissieux, on ne fait pas pour autant des ABCD de l'égalité un « outil miracle », mais celui grâce auquel une « dynamique particulière » a été enclenchée. Principal regret : des temps de formations jugés insuffisants. « Dans l'académie de Créteil, les professeurs ont bénéficié de six heures d'accompagnement, ce qui est trop court. D'autant plus qu'en raison de la violence des polémiques, ils ont eu besoin de parler des résistances qu'ils pouvaient rencontrer dans leur école. Celles-ci les ont souvent déstabilisés », témoigne Gaël Pasquier, formateur académique. Membre de l'Association de recherche sur le genre en éducation, il a soutenu, en novembre 2013, une thèse sur les pratiques enseignantes en faveur de l'égalité des sexes et des sexualités.

Il y rappelait que, trente ans après que l'école s'est engagée dans cette voie, la dynamique sur le terrain tarde à s'engager. « Beaucoup d'enseignants sont sincèrement persuadés de traiter de la même manière filles et garçons », explique-t-il. Or cela n'est pas le cas : le rappel, sévère

re, est venu des inspections générales – celles-là même qui doivent rendre leur diagnostic sur les ABCD – dans un rapport de mai 2013. « *L'école contribue, malgré elle, à la construction de modèles inégalitaires* », soulignait le rapport. ■

MATTEA BATTAGLIA
